

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C — 2018/15206]

29 NOVEMBRE 2018. — Décret relatif à la réforme du financement des Hautes Ecoles

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Article 1^{er}. L'article 12, § 2ter-bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par ce qui suit :

« § 2ter-bis. Les montants perçus par une Haute Ecole à titre de minerval fixé au § 2 pour les étudiants qui s'inscrivent à des études classées dans l'enseignement supérieur de type court ainsi que les montants des droits d'inscription spécifiques perçus, conformément aux articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, pour les étudiants étrangers visés à l'article 3, § 3, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, qui sont financés, sont déduits de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée.

Les paragraphes 2bis et 2ter du présent article ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles. ».

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 2. À l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o a) décret Paysage : décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

b) décret : décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles; »;

2^o au point 2^o, les mots « visée à l'article 1^{er}, 1^o, du décret » sont remplacés par les mots « visée à l'article 11 du décret Paysage »;

3^o le point 8^o est complété par ce qui suit « et à l'article 15, § 1^{er}, 15^o du décret Paysage »;

4^o le point 9^o est remplacé par ce qui suit : « 9^o Orientation : orientation visée à l'article 15, § 1^{er}, 50^o, du décret Paysage; »;

5^o au point 10^o, les mots « visée à l'article 1^{er}, 11^o, du décret » sont remplacés par les mots « visée à l'article 15, § 1^{er}, 49^o, du décret Paysage »;

6^o au point 11^o, les mots « visé à l'article 1^{er}, 6^o, du décret » sont remplacés par les mots « visé à l'article 15, § 1^{er}, 26^o, du décret Paysage »;

7^o le point 12^o est remplacé par « 12^o Domaine d'études : domaine d'études visé à l'article 15, § 1^{er}, 28^o, du décret Paysage; »;

8^o le point 13^o est remplacé par « 13^o Année académique : année académique visée à l'article 15, § 1^{er}, 6^o, du décret Paysage; ».

Art. 3. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Art. 4. Pour être admissible au financement, la Haute Ecole doit satisfaire aux conditions fixées par ou en vertu du décret, du décret Paysage et du présent décret. »

Art. 4. - L'article 4bis du même décret est abrogé.

Art. 5. - L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le financement global des Hautes Ecoles est égal, pour l'année budgétaire 2018, à 448.660.000 euros. À partir de l'année 2019, ce montant est indexé conformément à l'article 9 bis.

Pour l'année budgétaire 2018, un montant de 5.184.000 euros est ajouté au montant obtenu en application de l'alinéa 1^{er}. À partir de l'année 2019, ce montant est indexé conformément à l'article 9 bis.

Pour l'année budgétaire 2019, un montant de 700.000 euros est ajouté au montant obtenu en vertu des alinéas 1 et 2. À partir de l'année 2020, ce montant est indexé conformément à l'article 9 bis. ».

Art. 6. Dans le même décret, un article 9bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 9bis. Pour une année budgétaire considérée, un montant est indexé en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédent l'année budgétaire concernée à la variation de l'indice santé de l'année précédent l'année budgétaire concernée et aux augmentations intercalaires de traitements attribuées au cours de la pénultième année budgétaire précédent l'année budgétaire concernée. ».

Art. 7. Dans l'article 10 du même décret, les alinéas 1 à 3 et 5 à 7 sont abrogés.

Art. 8. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 9. L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Le financement global des Hautes Ecoles, calculé conformément à l'article 9, se compose d'une partie fixe et d'une partie variable. Les allocations annuelles globales des Hautes Ecoles visées à l'article 2 s'obtiennent après répartition des parties fixe et variable.

À partir de l'année 2018, la partie fixe représente 13,5% du financement visé à l'article 9.

À partir de l'année 2018, la partie variable représente 86,5% du financement visé à l'article 9.

Toute variation du montant visé à l'article 9 ne résultant pas de l'application de l'article 9 bis, consécutive à l'évolution de l'organisation de l'enseignement dans les Hautes Ecoles et concernant certains cursus d'études à l'exclusion d'autres implique une révision des proportions des parts fixe et variable au bénéfice de la part variable. ».

Art. 10. Dans le même décret, l'intitulé de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre 2 est remplacé par ce qui suit : « Sous-section 2.- De la partie fixe »

Art. 11. L'article 13 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. - § 1^{er}. La partie fixe du financement des Hautes Ecoles, calculée conformément à l'article 12, est répartie entre les Hautes Ecoles au prorata des clés suivantes :

Haute Ecole Bruxelles-Brabant : 8,19 %;
 Haute Ecole en Hainaut : 5,34 %;
 Haute Ecole Charlemagne : 5,84 %;
 Haute Ecole Robert Schuman : 5,08 %;
 Haute Ecole Albert Jacquard : 3,54 %;
 Haute Ecole Francisco Ferrer : 3,72%;
 Haute Ecole de la Ville de Liège : 2,43%;
 Haute Ecole provinciale de Hainaut - Condorcet : 11,06 %;
 Haute Ecole de la Province de Liège : 7,66 %;
 Haute Ecole de la Province de Namur : 3,02 %;
 Haute Ecole Lucia de Brouckère : 2,71 %;
 Haute Ecole Galilée : 3,44 %;
 Haute Ecole Leonard de Vinci : 4,63 %;
 Haute Ecole EPHEC : 1,51 %;
 Haute Ecole « Groupe ICHEC – ISC. Saint Louis – ISFSC » : 2,65 %;
 Haute Ecole HELHa : 10,23 %;
 Haute Ecole libre mosane : 7,06 %;
 Haute Ecole Namur-Liège-Luxembourg : 9,15 %;
 Haute Ecole Ilya Prigogine : 2,74 %.

En cas de fusion, dès l'année budgétaire qui suit l'année académique de la fusion, la clé de répartition de la partie fixe pour la Haute Ecole issue de la fusion s'obtient en additionnant les clés de répartition de la partie fixe des Hautes Ecoles fusionnées.

Ces clés de répartition sont revues tous les dix ans. La première révision aura lieu en 2028.

§ 2. La partie fixe du financement de chaque Haute Ecole permet de couvrir notamment les coûts de personnel suivants :

1° une fraction de charge d'au moins 4/10 d'équivalent temps plein du personnel pour assurer l'évaluation de la qualité. Pour l'année 2018, ce coût est estimé à 25.000 euros;

2° une fraction de charge d'au moins 1/10 d'équivalent temps plein du personnel pour l'accompagnement des candidats au Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur. Pour l'année 2018, ce coût est estimé à 6.000 euros;

3° une fraction de charge d'au moins 5/10 équivalent temps plein du personnel pour la mission de coordinateur en sécurité. Pour l'année 2018, ce coût est estimé à 34.000 euros.

Lorsqu'une Haute Ecole n'affecte pas de personnel pour l'une des missions prévues au premier alinéa, un montant correspondant au coût de cette mission, indexé conformément aux dispositions prévues à l'article 9bis, est déduit de son allocation annuelle globale. ».

Art. 12. Dans le chapitre 2 du même décret, la sous-section 3 comportant les articles 14 à 14bis, est abrogée.

Art. 13. L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. La partie variable du financement des Hautes Ecoles, calculée conformément à l'article 12, est répartie entre les Hautes Ecoles au prorata du nombre d'unités de charge d'enseignement de chaque Haute Ecole, calculées conformément à l'article 17.

Pour déterminer la charge d'enseignement, les domaines d'étude, en référence à l'annexe III.2 du décret Paysage, sont classés pour le financement dans les groupes suivants :

	Domaine d'étude	Pondération par type d'enseignement	
		Type court	Type long
5	Information et communication	C	C
6	Sciences politiques et sociales	C	C
7	Sciences juridiques	A	B
9	Sciences économiques et de gestion	A	B
10	Sciences psychologiques et de l'éducation	G	G
	Excepté : 1 ^{er} cycle en logopédie, en coaching sportif et bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels	F	F
	Excepté : 1 ^{er} cycle en assistant psychologie et en éducateur spécialisé en activités socio-sportives	C	C
14	Sciences biomédicales et pharmaceutiques	F	F

	Domaine d'étude	Pondération par type d'enseignement	
		Type court	Type long
15	Sciences de la santé publique	F	F
16	Sciences de la motricité	F	F
17	Sciences	B	G
	Excepté : 1 ^{er} cycle en informatique de gestion	A	B
18	Sciences agronomiques et ingénierie biologique	C	G
19	Sciences de l'ingénieur et technologie	B	G
22	Arts plastiques, visuels et de l'espace	D	
	AESS	H	
	CAPAES	I	

Art. 14. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o les mots « la catégorie des études » sont remplacés par les mots « le domaine d'étude »;
- 2^o les points 2^o et 3^o sont abrogés.

Art. 15. A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit : « Les unités de charge d'enseignement pour les étudiants en année diplômante d'un master en 120 crédits sont divisées par deux, à l'exception des étudiants en études d'architecte paysagiste et d'ingénieur commercial. »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « conformément à la section 3 du présent chapitre » sont remplacés par les mots « conformément au décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements de l'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ».

3^o les alinéas 3 à 5 sont abrogés.

Art. 16. L'article 18 du même décret est abrogé.

Art. 17. L'article 19 du même décret est abrogé.

Art. 18. Dans le chapitre 2 du même décret, la sous-section 5 comportant les articles 20 à 21 bis est abrogée.

Art. 19. Dans le chapitre 2 du même décret, l'intitulé de la section 7 est remplacé par ce qui suit : « Section 7. — Allocations complémentaires pour la promotion de l'accès aux Hautes Ecoles ».

Art. 20. Dans le chapitre 2 du même décret, une section 8 est insérée et intitulée comme suit : « Section 8. — De la recherche en Hautes Ecoles ».

Art. 21. Dans la section 8 du chapitre 2 du même décret, il est inséré un article 21septies rédigé comme suit :

«Art. 21septies. § 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2018, un montant annuel (MA) de 254.000 euros est destiné à la recherche appliquée menée dans les Hautes Ecoles. Si F est le nombre de projets FIRST HE financés par la Région wallonne et S le nombre de projets SPIN-OFF IN BRUSSELS financés par la Région de Bruxelles-Capitale, à l'allocation annuelle globale de chaque Haute Ecole est ajouté un montant MA/(F+S) pour chaque projet obtenu par celle-ci. Elle affecte intégralement ce montant au remplacement, dans leur(s) charge(s) de cours, du (des) membre(s) du personnel désigné(s) promoteur(s) des projets de recherche.

§ 2. Pour l'année budgétaire 2019, un montant annuel de 1.000.000 euros est alloué aux Hautes Ecoles pour le financement d'activités de recherche, et est réparti au prorata des allocations annuelles globales.

§ 3. À partir de l'année 2020, le montant prévu au paragraphe 2 est indexé conformément à l'article 9bis. À partir de l'année 2020, un appel à projet est réalisé annuellement par la Communauté française selon les modalités et les critères de sélection des projets prévus au § 4.

§ 4. Chaque année à partir de l'année 2019, le Gouvernement lance, dans le courant du mois de mars, à l'adresse des Hautes Ecoles, un appel à projet visant à soutenir des projets de recherche, sur base des moyens prévus au § 3.

Seuls sont éligibles les projets menés par les Hautes Ecoles. Les réponses à l'appel à projet incluent, outre une description détaillée de celui-ci, un budget prévisionnel, le cas échéant plurianuel.

Les réponses à l'appel à projet sont remises par les Hautes Ecoles pour le 31 août au plus tard.

En fonction des financements sollicités par les réponses à l'appel à projets, dont l'éventuelle réduction est dûment motivée sur base des budgets prévisionnels, au plus tard pour le 15 novembre, un jury dont la composition est arrêtée par le Gouvernement s'accorde sur une proposition de répartition du financement visé au § 3 sur base des critères pondérés suivants :

- la qualité scientifique des projets, à concurrence de 60%;
- leur impact sociétal, à concurrence de 30%;
- leur qualité de mise en œuvre, à concurrence de 10%.

Afin de soutenir l'émergence de nouvelles activités de recherche dans les Hautes Ecoles, une pondération bonus additionnelle sera prise en compte sur base de la démonstration que le projet est porté par une équipe sans expérience préalable avérée de recherche, et d'une ambition de développement de la thématique de recherche dans la Haute Ecole concernée.

Pour le 15 janvier de l'année suivante au plus tard, cette proposition est ensuite soumise à l'accord du Gouvernement, via le Ministre de l'Enseignement supérieur. ».

Art. 22. À l'article 23, dernier alinéa, du même décret, les mots « tel que visé à l'article 1^{er} du présent décret. Cette somme n'est pas comprise dans le pourcent tel que visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « telle que visée par le décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, oeuvrant à la promotion de la

réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur et par les articles 148 et 149 du décret Paysage. Cette somme n'est pas comprise dans le montant visé à l'article 9 du décret du 18 juillet 2008 précité. ».

Art. 23. À l'article 26bis, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « en vertu des dispositions de l'article 14, § 3, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités » sont remplacés par les mots « en vertu de l'article 66, § 3, et de l'article 147 du décret Paysage »;

2° les mots « au sens de l'article 34 du décret du 5 août 1995 » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 15, § 1^{er}, 24°, du décret Paysage ».

Art. 24. À l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots «, sans préjudice de l'alinéa 6 » sont supprimés;

2° l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 25. Dans la section 4 du chapitre 3 du même décret, il est inséré un article 31 bis rédigé comme suit :

« Art. 31bis. Les Hautes Ecoles transmettent leurs budgets et leurs comptes selon la forme et les modalités arrêtées par le Gouvernement. ».

Art. 26. À l'article 34bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « service à gestion séparée » sont remplacés par les mots « service administratif à comptabilité autonome »;

b) au sixième alinéa, les mots « service à gestion séparée » sont remplacés par les mots « service administratif à comptabilité autonome »;

Art. 27. L'article 40 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les commissaires veillent également à ce que ces instances ne prennent aucune décision qui puisse compromettre les finances de la Haute Ecole ou nuire à sa soutenabilité financière. ».

Art. 28. L'article 41, alinéa 3, du même décret est complété par ce qui suit : « Les commissaires obtiennent toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de la part des entités dotées ou non de la personnalité juridique, distinctes des Hautes Ecoles et dont les moyens dépendent majoritairement de transferts financiers avec une ou plusieurs Hautes Ecoles et/ou dont le contrôle est assuré par des personnes physiques en leur qualité de membre d'une ou plusieurs Hautes Ecoles. ».

Art. 29. Dans le même décret, il est inséré un article 44ter rédigé comme suit :

« Art. 44ter. Le Gouvernement arrête le cadre, les statuts, les rémunérations et les indemnités du personnel mis à la disposition du collège des commissaires du Gouvernement. Ce personnel est également mis à la disposition du collège des délégués du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts, visé à l'article 34undecies du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants).

Pour la gestion administrative et l'organisation des moyens matériels et humains mis à sa disposition, le collège des commissaires forme un collège commun avec le collège des délégués auprès des Ecoles Supérieures des Arts. Cette gestion s'opère sous la responsabilité du président du collège commun, choisi selon les modalités établies par les commissaires et délégués, et sous le contrôle du collège commun.

Le personnel est recruté, nommé, promu ou désigné conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement; il est placé sous l'autorité du Président du Collège commun. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 30. A l'article 34undecies du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 2, le mot « commissaires » est remplacé par le mot « délégués »;

b) au § 5, les mots « commissaires auprès des Hautes Ecoles » sont à chaque fois remplacés par les mots « délégués du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts »;

c) un § 7 est inséré et rédigé comme suit : « § 7. Pour mener à bien ses missions, le collège des délégués du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts bénéficie des moyens humains mis à la disposition du collège des commissaires auprès des Hautes Ecoles, visés à l'article 44ter du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Pour la gestion administrative et l'organisation des moyens matériels et humains mis à sa disposition, le collège des délégués du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts forme un collège commun avec le collège des commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles visé à l'article 44bis du décret du 9 septembre 1996 précité.

Cette gestion s'opère sous la responsabilité du président du collège commun, choisi selon les modalités établies par les commissaires et délégués, et sous le contrôle du collège commun.

Le personnel est recruté, nommé, promu ou désigné conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement; il est placé sous l'autorité du Président du Collège commun. ».

CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur

Art. 31. Dans le décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 9 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le montant tel que repris à l'article 9, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française inclut un montant de 3.900.000 euros à affecter par les Hautes Ecoles aux actions de promotion de la réussite prévues par le présent décret et par les articles 148 et 149 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Le montant visé à l'alinéa précédent est indexé chaque année conformément aux dispositions prévues à l'article 9bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »;

2° l'article 10 est abrogé.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 32. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2018 à l'exception des articles 27 à 30 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2018-2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

Note

(1) Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 698-1. – Rapport de commission, n° 698-2. – Texte adopté en commission, n° 698-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 698-4
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 28 novembre 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15206]

29 NOVEMBER 2018. — Decreet betreffende de hervorming van de financiering van de hogescholen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Artikel 1. Artikel 12, § 2ter-bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2ter-bis. Bedragen ontvangen door een hogeschool als inschrijvingsgeld zoals bepaald in § 2 voor studenten die zich inschrijven voor een studie die is gerangschikt als hoger onderwijs van het korte type alsook de bedragen van specifiek inschrijvingsgeld ontvangen, in overeenstemming met de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, voor buitenlandse studenten bedoeld in artikel 3, § 3, het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, die worden gefinancierd, worden afgetrokken van de globale jaarlijkse toelage van de bedoelde hogeschool.

De leden 2bis en 2ter van dit artikel zijn niet van toepassing op de hogescholen”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 2. Aan artikel 1 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Punt 1° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“1° a) Landschapsdecreet: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

b) decreet: het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;”;

2° bij punt 2° worden de woorden “bedoeld bij artikel 1, 1°, van het decreet” vervangen door de woorden “bedoeld bij artikel 11 van het Landschapsdecreet”;

3° punt 8° wordt aangevuld als volgt: “en in artikel 15, § 1, 15° van het Landschapsdecreet”;

4° punt 9° wordt vervangen door hetgeen volgt: “9° Oriëntatie: de oriëntatie bedoeld bij artikel 15, § 1, 50°, van het Landschapsdecreet;”;

5° bij punt 10°, worden de woorden “bedoeld bij artikel 1, 11°, van het decreet” vervangen door de woorden “bedoeld bij artikel 15, § 1, 49°, van het Landschapsdecreet”;

6° bij punt 11°, worden de woorden “bedoeld bij artikel 1, 6°, van het decreet” vervangen door de woorden “bedoeld bij artikel 15, § 1, 26°, van het Landschapsdecreet”;

7° punt 12° wordt vervangen door:

“12° Studiegebied: het studiegebied bedoeld bij artikel 15, § 1, 28°, van het Landschapsdecreet;”;

8° punt 13° wordt vervangen door:

“13° Academiejaar: het academiejaar bedoeld bij artikel 15, § 1, 6°, van het Landschapsdecreet;”.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 4. Om voor financiering in aanmerking te komen, moet de hogeschool voldoen aan de voorwaarden gesteld bij of krachtens het decreet, het Landschapsdecreet en dit decreet.”

Art. 4. Artikel 4bis van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 9. De globale financiering van de hogescholen is, voor het begrotingsjaar 2018, gelijk aan 448.660.000 euro. Vanaf het jaar 2019 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 bis.”.

Voor het begrotingsjaar 2018, wordt een bedrag van 5.184.000 euro toegevoegd aan het bedrag verkregen met toepassing van lid 1. Vanaf het jaar 2019 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 bis.

Voor het begrotingsjaar 2019 wordt een bedrag van 700.000 EUR toegevoegd aan het krachtens lid 1 en lid 2 verkregen bedrag. Vanaf het jaar 2020, wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9 bis.”.

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 9bis. Voor een bepaald begrotingsjaar wordt een bedrag geïndexeerd door het definitieve bedrag dat is verkregen voor het jaar voorafgaand aan het bedoelde begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer voor het jaar voorafgaand aan het bedoelde begrotingsjaar en aan de tussentijdse verhogingen van de bezoldiging toegekend tijdens het voorlaatste begrotingsjaar voorafgaand aan het bedoelde begrotingsjaar.”.

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de leden 1 tot 3 en 5 tot 7 opgeheven.

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

“Art. 12. De algemene financiering van de hogescholen, berekend overeenkomstig artikel 9, bestaat uit een vast deel en een variabel gedeelte. De jaarlijks aan de hogescholen globaal toegekende toelagen bedoeld in artikel 2 worden verkregen na verdeling van de vaste en variabele delen.

Vanaf 2018 vertegenwoordigt het vaste gedeelte 13,5% van de financiering als bedoeld in artikel 9.

Vanaf 2018 vertegenwoordigt het variabele deel 86,5% van de financiering waarnaar wordt verwezen in sectie 9.

Elke wijziging van het in artikel 9 bedoelde bedrag, die niet voortvloeit uit de toepassing van artikel 9 bis, die het resultaat is van de evolutie van de onderwijsorganisatie in de hogescholen en die bepaalde studiecursussen met uitsluiting van anderen betreft, impliqueert een herziening van de verhoudingen van de vaste en variabele delen ten voordele van het variabele deel.”.

Art. 10. In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de onderafdeling 2 van afdeling 4 van hoofdstuk 2 vervangen door hetgeen volgt: “Onderafdeling 2. – Het vaste deel”.

Art. 11. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 13. - § 1. Het vaste deel van de financiering van de hogescholen, berekend overeenkomstig artikel 12, wordt verdeeld over de hogescholen in verhouding tot de volgende sleutels:

Haute Ecole Bruxelles-Brabant : 8,19 %;

Haute Ecole en Hainaut : 5,34 %;

Haute Ecole Charlemagne : 5,84 %;

Haute Ecole Robert Schuman : 5,08 %;

Haute Ecole Albert Jacquard : 3,54 %;

Haute Ecole Francisco Ferrer : 3,72%;

Haute Ecole de la Ville de Liège : 2,43%;

Haute Ecole provinciale de Hainaut - Condorcet : 11,06 %;

Haute Ecole de la Province de Liège : 7,66 %;
 Haute Ecole de la Province de Namur : 3,02 %;
 Haute Ecole Lucia de Brouckère : 2,71 %;
 Haute Ecole Galilée : 3,44 %;
 Haute Ecole Leonard de Vinci : 4,63 %;
 Haute Ecole EPHEC : 1,51 %;
 Haute Ecole « Groupe ICHEC – ISC. Saint Louis – ISFSC » : 2,65 %;
 Haute Ecole HELHa : 10,23 %;
 Haute Ecole libre mosane : 7,06 %;
 Haute Ecole Namur-Liège-Luxembourg : 9,15 %;
 Haute Ecole Ilya Prigogine : 2,74 %.

In geval van fusie wordt de verdeelsleutel van het vaste deel voor de hogeschool die voortkomt uit de fusie, vanaf het begrotingsjaar volgend op het academischejaar van de fusie, verkregen door toevoeging van de verdeelsleutels van het vaste deel van de samengevoegde hogescholen.

Deze verdeelsleutels worden om de tien jaar herzien. De eerste herziening vindt plaats in 2028.

§ 2. Het vaste deel van de financiering van elke hogeschool maakt het mogelijk om met name de volgende personeelskosten te dekken:

1 ° een opdrachtbreuk van ten minste 4/10 voltijdse personeelsleden om de evaluatie van de kwaliteit te waarborgen. Voor het jaar 2018 worden deze kosten geschat op 25.000 euro;

2 ° een opdrachtbreuk van ten minste 1/10 van het voltijdse equivalent van het personeel voor de begeleiding van kandidaten voor het CAPAES geschikt voor het hoger onderwijs. Voor het jaar 2018 worden deze kosten geschat op 6.000 euro;

3 ° een opdrachtbreuk van ten minste 5/10 voltijdse personeelssterkte voor de opdracht van veiligheidscoördinator. Voor het jaar 2018 worden deze kosten geschat op 34.000 euro.

Wanneer een hogeschool geen personeel toewijst voor een van de in het eerste lid genoemde taken, wordt een bedrag dat overeenstemt met de kosten van deze opdracht, geïndexeerd overeenkomstig het bepaalde in artikel 9bis, afgetrokken van zijn globale jaarlijkse toelage.”.

Art. 12. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt de onderafdeling 3, die de artikelen 4 tot 14bis bevat, opgeheven.

Art. 13. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 15. Het variabele deel van de financiering van de hogescholen, berekend overeenkomstig artikel 12, wordt verdeeld over de hogescholen in verhouding tot het aantal eenheden onderwijsopdrachten van elke school, berekend overeenkomstig artikel 17.

Om de onderwijslast te bepalen, worden de studiegebieden, met verwijzing naar bijlage III.2 van het Landschapsdecreet, ingedeeld voor financiering in de volgende groepen:

	Studiegebied	Weging per onderwijs type	
		Kort type	Lang type
5	Informatie en communicatie	C	C
6	Politieke en sociale wetenschappen	C	C
7	Juridische wetenschappen	A	B
9	Economische en beheerswetenschappen	A	B
10	Psychologische en opvoedingswetenschappen	G	G
	Uitgezonderd: 1 ^{ste} cyclus logopedie, sportcoaching en bachelor specialisatie opvoeding en heropvoeding van personen met sensorische depravatie	F	F
	Uitgezonderd: 1 ^{ste} cyclus assistent psychologie en gespecialiseerde opvoeder voor sociaal-sportieve activiteiten	C	C
14	Biomedische en farmaceutische wetenschappen	F	F
15	Openbare gezondheidswetenschappen	F	F
16	Motoriekwetenschappen	F	F
17	Wetenschappen	B	G
	Uitgezonderd: 1 ^{ste} cyclus beheerinformatica	A	B
18	Landbouwwetenschappen en biologische engineering	C	G
19	Ingenieurswetenschappen en technologie	B	G
22	Plastische, visuele en ruimtewetenschappen	D	
	AESS	H	
	CAPAES	I	

Art. 14. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden "de categorie van de studies" worden vervangen door de woorden "het studiegebied";
- 2° de punten 2° en 3° worden opgeheven.

Art. 15. Aan artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met hetgeen volgt: "De eenheden onderwijsopdrachten voor studenten van een studiejaar bekragtigt met een masterdiploma in 120 studiepunten worden gehalveerd, met uitzondering van studenten die voor landschapsarchitect en handelssingenieur studeren. ";

2° in het tweede lid worden de woorden "overeenkomstig de afdeling 3 van hetzelfde hoofdstuk" vervangen door de woorden "overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies";

- 3° de leden 3 tot 5 worden opgeheven.

Art. 16. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 18. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet wordt de onderafdeling 5, die de artikelen 20 tot 21bis bevat, opgeheven.

Art. 19. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van afdeling 7 vervangen door hetgeen volgt: "Afdeling 7. Aanvullende toelagen voor de promotie van de toegang tot de hogescholen".

Art. 20. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt een afdeling 8 ingevoegd met het volgend opschrift: "Afdeling 8.- Het onderzoek in hogescholen".

Art. 21. In afdeling 8 van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 21septies ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 21septies. § 1. Voor het begrotingsjaar 2018 is een jaarlijks bedrag (JB) van 254.000 euro bestemd voor toegepast onderzoek uitgevoerd in de hogescholen. Als F het aantal FIRST HE-projecten is dat wordt gefinancierd door het Waalse Gewest en S het aantal SPIN-OFF IN BRUSSELS-projecten dat wordt gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt aan de jaarlijkse globale allocatie van elke hogeschool een bedrag toegevoegd JB / (F + S) voor elk project dat door haar wordt verkregen. Ze wijst dit bedrag volledig toe aan de vervanging, in haar of hun studieopdracht(en), van het / de aangewezen lid (leden) van het personeel dat/die verantwoordelijk is/zijn voor de onderzoeksprojecten.

§ 2. Voor het begrotingsjaar 2019 wordt een jaarlijks bedrag van 1.000.000 euro toegewezen aan de hogescholen voor de financiering van onderzoeksactiviteiten, en wordt dit verdeeld in verhouding tot de totale jaarlijkse allocaties.

§ 3. Vanaf het jaar 2020 wordt het in lid 2 vastgestelde bedrag geïndexeerd overeenkomstig artikel 9bis. Vanaf het jaar 2020 wordt jaarlijks door de Franse Gemeenschap een projectoproep gedaan volgens de nadere regels en criteria voor de selectie van de projecten bedoeld in § 4.

§ 4. Elk jaar, vanaf 2019, lanceert de Regering, in de loop van de maand maart, ter bestemming van de hogescholen, een oproep voor projecten ter ondersteuning van onderzoeksprojecten, op basis van de middelen bedoeld in § 3.

Alleen de projecten van de hogescholen komen in aanmerking. De antwoorden op de oproep voor projecten omvatten, naast een gedetailleerde beschrijving van de laatste, een voorlopige begroting, eventueel meerjarig.

De antwoorden op de projectoproep worden uiterlijk op 31 augustus door de hogescholen ingediend.

In functie van de financiering voortvloeiend uit de antwoorden op de oproep voor projecten, waarvan de mogelijke vermindering behoorlijk met redenen omkleed wordt op basis van de geraamde begrotingen, uiterlijk op 15 november, bepaalt een jury waarvan de samenstelling door de Regering wordt bepaald, een voorgestelde verdeling van de financiering zoals bedoeld in § 3 op basis van de volgende gewogen criteria:

- de wetenschappelijke kwaliteit van de projecten, ten belope van 60%;
- hun maatschappelijke impact, ten belope van 30%;
- hun kwaliteit inzake uitvoering, ten belope van 10%.

Om de opkomst van nieuwe onderzoeksactiviteiten in de hogescholen te ondersteunen, zal rekening worden gehouden met een extra bonusweging op basis van het aantonen dat het project wordt uitgevoerd door een team zonder voorafgaande onderzoekservaring en van een ambitie van ontwikkeling van het onderzoeksthema in de bedoelde hogeschool.

Uiterlijk op 15 januari van het volgende jaar is dit voorstel dan onderworpen aan de instemming van de Regering, via de Minister van Hoger Onderwijs. "

Art. 22. In artikel 23, laatste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "zoals bedoeld in artikel 1 van dit decreet. Dat bedrag is niet begrepen in het procent bedoeld in artikel 1, eerste lid" vervangen door de woorden "zoals bedoeld bij het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs en bij de artikelen 148 en 149 van het Landschapsdecreet. Deze som is niet begrepen in het bedrag bedoeld in artikel 9 van het voornoemde decreet van 18 juli 2008.".

Art. 23. In artikel 26bis, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "krachtens de bepalingen van artikel 14, § 3, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten" worden vervangen door de woorden "krachtens artikel 66, § 3, en artikel 147 van het Landschapsdecreet";

2° de woorden "in de zin van artikel 34 van het decreet van 5 augustus 1995" worden vervangen door de woorden "in de zin van artikel 15, § 1, 24°, van het Landschapsdecreet".

Art. 24. In artikel 29 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het tweede lid, worden de woorden ", onvermindert lid 6" geschrapt;

- 2° het zesde lid wordt opgeheven.

Art. 25. In afdeling 4 van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 31bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 31bis. De hogescholen verzenden hun begrotingen en rekeningen in de vorm en volgens de nadere regels die door de Regering zijn vastgesteld.”.

Art. 26. In artikel 34bis van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In het eerste lid, worden de woorden “een dienst met afzonderlijk beheer” vervangen door de woorden “een administratieve dienst met autonome boekhouding”;

In het zesde lid, worden de woorden “een dienst met afzonderlijk beheer” vervangen door de woorden “een administratieve dienst met autonome boekhouding”.

Art. 27. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De commissarissen zorgen er ook voor dat deze organen geen enkel besluit nemen dat de financiën van de hogeschool in gevaar kan brengen of een nadelige invloed kan hebben op de financiële duurzaamheid ervan.”.

Art. 28. Artikel 41, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt:

“De commissarissen (ver)krijgen alle informatie die nodig is voor de vervulling van hun opdrachten van de entiteiten met of zonder rechtspersoonlijkheid, onderscheiden van de hogescholen en waarvan de middelen hoofdzakelijk afhankelijk zijn van financiële overdrachten met een of meer hogescholen en / of waarvan de controle wordt verzorgd door natuurlijke personen als lid van een of meer hogescholen.”.

Art. 29. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 44ter ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 44ter. De Regering bepaalt het kader, de statuten, de bezoldigingen en de vergoedingen van het personeel ter beschikking gesteld van het college van de Commissarissen van de Regering. Dit personeel wordt ook ter beschikking gesteld van het college van afgevaardigden van de Regering bij de hogere kunstscholen, waarnaar wordt verwezen in artikel 34undecies van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, toezicht, personeelsstatuten, rechten en plichten van studenten).

Voor het administratieve beheer en de organisatie van de materiële en menselijke middelen waarover het beschikt, vormt het college van de commissarissen een gemeenschappelijk college met het college van afgevaardigden bij de hogere kunstscholen. Dit beheer wordt uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter van het gemeenschappelijk college, gekozen volgens de nadere regels bepaald door de commissarissen en de afgevaardigden, en onder het toezicht van het gemeenschappelijke college.

De personeelsleden worden aangeworven, benoemd, bevorderd of aangewezen in overeenstemming met de bepalingen getroffen door de Regering; het staat onder het gezag van de Voorzitter van het Gemeenschappelijk college.”.

HOOFTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 30. In artikel 34undecies van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) bij § 2, worden de woorden “commissarissen” vervangen door de woorden “afgevaardigden”;

b) bij § 5, worden de woorden “de commissarissen bij de Hogescholen” telkens vervangen door de woorden “de afgevaardigden van de Regering bij de Hogere Kunstschoolen”;

c) er wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 7. Voor het vervullen van zijn opdrachten geniet het college van Regeringsafgevaardigden van de hogere kunstscholen de menselijke middelen die ter beschikking zijn gesteld van het college van commissarissen bij de hogescholen, bedoeld in artikel 44ter van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Voor het administratieve beheer en de organisatie van de materiële en menselijke middelen die ter beschikking staan, vormt het college van de Regeringsafgevaardigden bij de hogere kunstscholen een gemeenschappelijk college met het college van de commissarissen van de Regering bij de hogescholen bedoeld in het artikel 44bis van het voormalde decreet van 9 september 1996.

Dit beheer wordt uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter van het gemeenschappelijk college, gekozen volgens de nadere regels vastgesteld door de commissarissen en de afgevaardigden, en onder het toezicht van het gemeenschappelijk college.

Medewerkers worden gerekruteerd, benoemd, gepromoveerd of benoemd in overeenstemming met de bepalingen van de regering; het staat onder het gezag van de voorzitter van het gemeenschappelijk college.”.

HOOFTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs

Art. 31. In het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 9 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 9. Het bedrag opgenomen in artikel 9, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van hogescholen georganiseerd door of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap omvat een bedrag van 3.900.000 euro toe te kennen door de hogescholen aan acties ter bevordering van het slagen waarin dit besluit voorziet en de artikelen 148 en 149 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Het in het vorige lid genoemde bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 9bis van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.”;

2° artikel 10 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V . — *Slotbepalingen*

Art. 32. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018 met uitzondering van de artikelen 27 tot 30 die in werking treden vanaf het academiejaar 2018 – 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 november 2018.

De minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement - Ontwerp van decreet nr. 698-1. – Commissieverslag, nr. 698-2. – Tekst aangenomen in de commissie, nr. 698-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 698-4
Integraal verslag. – Besprekking en aanneming. Vergadering van 28 november 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/15134]

28 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la première cohorte des établissements scolaires devant établir un plan de pilotage en vue de la conclusion d'un contrat d'objectifs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, son article 67, § 2, 1°, tel que modifié par le décret du 13 septembre 2018 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, son article 8, § 2 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, son article 7, § 2 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget ;

Considérant les propositions de liste des établissements volontaires transmises par le CECP, le CPEONS, la FELSI et le SEGEC ainsi que par le pouvoir organisateur en charge de l'enseignement organisé par la Communauté française ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les établissements repris dans les listes figurant en annexes n° 1 à n° 9 établissent leur plan de pilotage à partir du 1^{er} janvier 2019 en vue de la conclusion de leur contrat d'objectifs, conformément à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. Pour les établissements scolaires visés à l'article 1^{er}, il est organisé durant l'année scolaire 2018-2019 deux demi-journées obligatoires de formation en cours de carrière supplémentaires au niveau de chaque établissement en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, au niveau de chaque pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Ces demi-journées sont consacrées au processus de contractualisation visée à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 3. La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 28 novembre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS